



# ENSEMBLE NOUS SOMMES PLUS FORT.ES ! EN MANIFESTATION LE 1<sup>ER</sup> MAI 2025, PUBLIC ET PRIVÉ EN GRÈVE LE 13 MAI 2025 AVEC TOUTE LA FONCTION PUBLIQUE

## **Un 1<sup>er</sup> mai pour la dignité humaine, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes**

Alors que les guerres profitent à ceux qui spéculent sur la misère et les conflits à travers le monde, les syndicats appellent partout sur la planète à manifester pour défendre la paix juste et durable, c'est-à-dire dans le respect du droit international et non aux conditions des agresseurs.

Palestine, Ukraine, République Démocratique du Congo, Soudan et bien d'autres : faisons appliquer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, il en va de notre humanité.

## **Un 1<sup>er</sup> mai pour combattre les politiques réactionnaires, pour défendre la démocratie**

Le retour de Donald Trump profite aux franges politiques les plus réactionnaires, pour un système de prédation de plus en plus sauvage, au service des milliardaires. En Italie, le gouvernement empile les décrets et lois sécuritaires. En Allemagne, les élections ont vu monter l'AFD aux composantes néo-nazies... Etc.

En France, E. Macron a refusé de nommer un premier ministre issu des résultats des législatives. S'ensuit un gouvernement sous l'emprise du RN. Une part de la classe politique, gouvernement en tête, ne se prive plus pour reprendre leurs thèses.

Défendre nos acquis sociaux et en gagner de nouveaux, défendre et faire avancer les droits des femmes, des LGBTQIA+, des sans-papiers, des précaires, lutter contre le racisme... C'est faire avancer toute la société.

Avec la CGT, luttons contre toutes les formes d'exploitation et de division entre les travailleurs et les travailleuses.

## **Un 1<sup>er</sup> mai pour l'abrogation de la contre-réforme sur les retraites**

Près de 70% de la population défend l'abrogation de la contre-réforme des retraites de 2023 qui est injuste (1 salarié sur 2 n'est déjà plus en emploi après 60 ans) et injustifiée (les caisses de retraites sont très peu déficitaires).

Refusons que nos retraites soient jouées en bourse par capitalisation et exigeons, notamment :

- L'abrogation de la loi de 2023, le retour aux 62 ans pour revenir aux 60 ans ;
- L'annulation de la réforme Touraine accélérant le passage à 43 annuités ;
- Le rétablissement de tous les régimes pionniers ;
- Des départs anticipés prenant en compte la pénibilité ;
- La garantie d'une pension d'au moins 75 % du revenu d'activité pour une carrière complète ;
- L'augmentation du minimum de pension au niveau du Smic (CGT) ;
- La prise en compte des années d'études et des périodes de première recherche d'emploi.



## **Un 13 mai pour investir dans la Fonction publique, dont la DGFIP**

Pour disposer de services publics à la hauteur, il ne faut pas seulement dépenser mieux, mais plus. Un choix parfaitement finançable avec une meilleure redistribution et réappropriation des richesses, l'arrêt des cadeaux colossaux faits aux plus riches et aux entreprises.

Les manques de moyens entravent le service au public et nourrissent en retour la défiance des usagers. Or, les services publics permettent de répondre à des besoins essentiels.

À la DGFIP et depuis sa création, avec plus de 37 000 suppressions d'emplois temps plein, des restructurations permanentes, des suppressions de services et de sites, des méthodes de travail industrialisées, des règles de gestion qui font la part belle à l'arbitraire... Le mal être au travail ne fait que s'aggraver.

La DGFIP est en train d'être transformée en une administration maltraitante pour ses agent.es comme pour le public !

Exigeons des moyens budgétaires et des emplois à la hauteur de nos missions, la reconstruction de notre réseau, des process de travail qui ont du sens et des règles de gestion objectives et justes.

## **Un 13 mai pour exiger l'augmentation des salaires dans la fonction publique :**

Depuis 2010, le gel du point d'indice représente 17,15 % de perte de pouvoir d'achat pour les agents des finances publiques soit une perte de salaires entre 327 € (catégorie C) et 825 € / mois (catégorie A).

Le traitement d'un.e agent.e en début de carrière s'élevait de 9 % (catégorie C) à 60 % (catégorie A) au-dessus du SMIC en 1980 contre 0 % à 11 % aujourd'hui.

Les écarts en début de carrière se répercutent tout au long de la vie professionnelle et sur le montant des retraites.

L'augmentation du point d'indice de 1,5% au 1er juillet 2023 et de 3,5% au 1er juillet 2022 et les 5 points d'indice au 1er janvier 2024 sont totalement insuffisants pour rattraper les pertes subies par les agentes et les agents. Le décrochage important de la valeur du point par rapport à l'inflation est inacceptable.

### **LE GOUVERNEMENT DOIT RÉTABLIR :**

- La rémunération complète, sans carence, pendant les jours d'arrêt maladie ordinaire ;
- Les conditions budgétaires de versement de la GIPA pour 2025.

### **ET NOUS REVENDIQUONS NOTAMMENT :**

- L'augmentation de la valeur du point d'indice rétablissant le niveau des rémunérations et des mesures salariales générales au titre des années 2025 et suivantes ;
- L'indexation de la valeur du point d'indice sur l'inflation ;
- La refonte des grilles indiciaires ;
- L'abandon des rémunérations au mérite ou à la performance ;
- L'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- Le bénéfice du complément de traitement indiciaire (CTI) à l'instar des secteurs de la santé qui ouvre droit à un supplément de pension.



**Tous et toutes dans la rue le 1<sup>er</sup> mai  
pour défendre les droits humains, la démocratie.**

**Tous et toutes en grève et dans la rue le 13 mai  
pour le développement de notre service public  
et pour notre droit à une vie décente**

